

TEXTE D'ORIENTATION

Présenté par E.N.S – U.G.E.P.

INTRODUCTION

Depuis Dijon, le problème fondamental posé au mouvement est celui de la coexistence des A.G.E, de la "gauche" posant les problèmes de l' Université de manière politique et d'une masse d'A.G.E. incapables de réfléchir la pratique et par là, d'accéder à une expression politique dans les débats du mouvement.

Dès lors, l'adoption au congrès de Bordeaux, d'une visée stratégique définie n'avait pas grand sens pour le mouvement ; dès lors, les responsables du B. N. porteurs de certains choix politiques et pourtant contraints d'assumer l'état réel du mouvement, ne pouvaient avoir qu'une pratique contradictoire et durent déformer leur projet politique tout en éprouvant des difficultés à assumer les mandats implicites dictés par la pratique d'un grand nombre d'A.G.E,

Le style de débat de ce congrès exprime bien cet état de mouvement et la difficulté de relier analyse politique et analyse syndicale : on passe sans cesse de la définition abstraite de modèle d'intervention syndicale (lié à des projets politiques précis) à la description empirique (quand celle-ci a lieu) de la pratique quotidienne des A.G.E

Devant ce malaise, deux attitudes peuvent se développer

1°) Remettre en question le type d'analyse opéré dans le mouvement depuis Dijon

Au lieu de faire d'emblée des analyses politiques qui replacent l'université dans le système socio-économique, il faudrait se mettre à l'écoute du milieu et partir des intérêts vécus par les étudiants pour déboucher ensuite sur des problèmes structurels ou politiques.

Or, la source de la crise ne réside pas là, puisque c'est précisément l'incapacité pour un certain nombre d'A.G.E. à se situer en termes politiques qui expliquent la nécessité de l'hégémonie de la "gauche" tirée cependant minoritaire dans le mouvement.

Par ailleurs, un tel refus de l'analyse politique ne pourrait, face aux majos, qu'entraîner le pire opportunisme. Or, plus que jamais, la ligne majo constitue un danger majeur pour le syndicat étudiant. La politique menée cette année par

l'A.C.E.S. ne doit pas faire illusion. Elle relève, d'abord, d'un calcul tactique évident : reprendre à l'U.N.E.F. ses mots d'ordre en les dénaturant complètement, déborder l'U.N.E.F. par des actions dures mais corporatistes et démagogiques qui puissent s'appuyer sur le poujadisme spontané du milieu . Elle signifie ensuite le passage de l'apolitisme traditionnel à un projet politique plus conscient qui s'apparente au courant moderniste.

2°) Réaffirmer tel ou tel type de modèle syndical, tout en admettant qu'il est inapplicable dans la conjoncture actuelle, sans réfléchir sur son caractère non opératoire remet en cause sa validité. Or, adopter une telle attitude, c'est ne pas comprendre que des erreurs ont été faites dans le passage d'un certain type d'analyse à un certain type d'intervention. La « gauche » a voulu - consciemment ou non - faire assumer aux syndicats deux fonctions contradictoires : celle d'une organisation de masse, qui met en oeuvre une pédagogie guidée par l'analyse du système universitaire entier (université-milieu étudiant) et non la seule institution et celle d'une organisation minoritaire qui assure l'encadrement d'une minorité politiquement consciente. Les débats autour de modèles syndicaux contradictoires tels que des minoritaires et de la F. G.E.L. sont dès lors inopérants, puisque non situés dans un débat sur les objectifs que le syndicat peut se donner et leurs limites.

Dans la conjoncture actuelle, il nous semble urgent :

- 1- De reprendre et de compléter les analyses politiques de l'Université
- 2 - De développer à partir de cette réflexion de fond, une politique intensive de formation qui permette une réelle décentralisation du débat d'orientation pour dépasser les solutions démocratiques et formelles.

Etant donné la nécessité de poursuivre dans des conditions claires l'action revendicative, le Mouvement doit se donner une orientation précise qui relève :

- des éléments d'analyses susnommées,
- d'une étude de l'état actuel du mouvement et de la conjoncture politique
- d'une perception claire des objectifs limités pouvant être assignés au syndicat.

Il importe de ne pas se mystifier, à la lumière du congrès de Bordeaux, quant au sens de l'adoption d'un texte peu assimilé par certaines A.G.E. Le mouvement n'est pas mûr pour que les problèmes d'orientation puissent être résolus d'une manière non bureaucratique au sens où un grand nombre d'A.G.E. n'ont pas la possibilité d'investir leur pratique dans les débats. Les éléments d'orientation qui suivent sont avant tout des hypothèses de travail provisoires, devant être confirmées par la pratique du mouvement et permettant :

- de ne pas laisser le mouvement à la dérive sans perspectives claires dans la conjoncture actuelle.

- de définir les axes possibles d'une politique formation et d'une intervention du B.N. dans les A.G.E .

Il nous semble nécessaire :

1°) de donner quelques éléments d'analyse à la crise de l'Université et du milieu étudiant.

2°) de prendre en considération cette double analyse (de l'université et du milieu) pour préciser les fondements de l'intervention syndicale

3°) et de dégager en fonction de cette conception du syndicat, et en fonction d'une analyse de la conjoncture tant interne qu'externe au mouvement des perspectives de travail pour la prochaine rentrée syndicale.

PREMIERE PARTIE : POUR UNE DEFINITION DE L'UNIVERSITE

Avant de définir les fondements de l'intervention syndicale. Il convient de comprendre la nature de l'Université. Nous ne voulons pas proposer ici du définitif, mais jeter des bases solides pour des études ultérieures et esquisser quelques analyses concrètes sur des problèmes souvent débattus à l'U.N.E.F. à l'aide des principes ainsi définis.

Précisons d'abord le type d'analyses que nous proposons. On a souvent parlé d'une spécificité d'une analyse syndicale : elle partirait des besoins vécus par les étudiants pour en découvrir progressivement la signification objective. On montrerait qu'une vraie réponse aux besoins des étudiants passe par la considération des problèmes structurels (passage de l'analyse du milieu à l'analyse de l'institution universitaire) ou politiques. On oppose alors l'analyse syndicale, partant des problèmes étudiants à l'analyse politique, partant du système socio-économique. Il est bien évident qu'une analyse n'est ni syndicale ni politique, elle est vraie ou fausse : le mythe de l'analyse syndicale doit donc être dénoncé. La spécificité de l'organisation syndicale ne réside pas là mais dans le type d'intervention qu'elle met en oeuvre, et se découvre au moment où, à partir d'une analyse de l'université, on opère des choix portant sur la nature de l'intervention à déployer. D'autre part, s'il n'y a pas d'analyses syndicales, on peut tenter d'apprécier quelles sont les capacités d'analyse du syndicat en général (qui trouvent une limite de fait parce que les étudiants ne sont que des apprentis intellectuels) et de l'U.N.E.F. à l'heure actuelle.

Il s'agit d'emblée d'envisager le système universitaire tout entier (institution universitaire et milieu étudiant) pour analyser sa fonction "technique" et "sociale" ses divers éléments, et ses relations avec d'autres instances (l'instance politique par exemple).

A- Fonction de l'Université

L'Université comme réalité sociale, participe de l'ensemble de la société. En particulier, elle reçoit sa part de travail, ou plutôt certaines tâches spécifiques à remplir. Déterminer la fonction de l'Université revient à préciser sa tâche dans la division du travail.

Pour ce faire, nous utiliserons les concepts de division technique et division sociale du travail : nous en indiquerons brièvement le contenu :

- la division technique du travail : définit les postes, les charges et les emplois, d'une manière que fondent les nécessités techniques qui caractérisent un mode de production donné à un certain moment de son développement.

- la division sociale du travail organise le processus de travail de manière à lui donner les formes de la division en classes et de la domination d'une classe sur les autres.

Les deux formes de division du travail ne sont pas toujours distinctes et peuvent être confondues dans les charges ou les individus (exemple : du porion dans la mine). Il s'agit là d'une distinction conceptuelle qu'il faut se garder d'appliquer de façon schématique : il n'existe pas dans la réalité de division technique du travail "à l'état pur", à laquelle viendrait ensuite s'ajouter une division sociale.

1°) Fonction de l'université dans la division technique du travail

A ce niveau, une double fonction ressort à l'université :

- une fonction scientifique : recherche, production de connaissances nouvelles,
- une fonction pédagogique : formation des cadres, des techniciens, des professeurs etc...

Cette dernière fonction de l'université a subi de profondes transformations.

Autrefois, l'université accomplissait cette fonction pédagogique simplement en transmettant le savoir. Celui qui avait acquis un certain savoir était ipso facto capable de remplir telle ou telle fonction professionnelle. Par exemple, il suffisait d'avoir acquis un certain nombre de connaissances historiques ou mathématiques pour pouvoir enseigner les maths ou l'histoire dans le secondaire. La double fonction de

l'université était alors de produire le savoir (fonction scientifique,) et de le transmettre (fonction pédagogique).

Aujourd'hui, la fonction pédagogique de l'université ne s'accomplit que si l'université assure une tâche de formation professionnelle en rapport avec le devenir social dans lequel l'étudiant devra utiliser le savoir que l'université lui a transmis. Dès lors, certaines valeurs, qualifiées de libérales», jouent un rôle ambigu. Certes, l'U.N.E.F. a raison de condamner l'université libérale, dispensatrice d'un savoir sans attaches avec le devenir professionnel, puisqu'elle caractérise un certain niveau de développement des forces productives où la seule fonction de l'université était de produire et de transmettre le savoir.

Aussi les franchises universitaires trop souvent englobées dans la critique de l'université libérale doivent être défendues sinon dans leurs formes qui relèvent de la fonction sociale et que nous devons contester du moins dans leurs principes comme seule garantie si minime soit-elle donnée à l'heure actuelle à l'esprit de recherche et à l'esprit de critique qui sont liés à un aspect demeurant essentielle de la fonction de l'université.

2°) Formes d'organisation de cette fonction technique dans la division sociale du travail

Il est clair que l'université accomplit cette double fonction (scientifique et pédagogique) d'une certaine manière : en maintenant, voire en accentuant la division sociale du travail. Il nous faut étudier sur quelques exemples les mécanismes qui font de l'université une université de classe.

Nous avons vu qu'un certain "libéralisme" était lié à la fonction scientifique de l'université (produire des connaissances) et même à un aspect de sa fonction pédagogique (les transmettre). Mais il est clair que ce libéralisme a été dans le même mouvement une idéologie visant à masquer, bien plus à justifier le caractère de classe de l'université : l'idéologie libérale proclame l'égalité de chaque individu devant le savoir (le système des classements, les examens, les concours permettant de détecter les meilleurs). Cet égalitarisme de droit veut légitimer en les masquant les inégalités de fait des individus devant la culture, inégalités résultant de leurs origines sociales.

De même les mécanismes selon lesquels l'université accomplit sa fonction de transmission du savoir (le système pédagogique tel qu'il a été analysé par Bourdieu et Passeron), renforcent les inégalités culturelles dues aux origines sociales

De même encore, pour autant que le savoir qu'elle produit n'est pas scientifique (problèmes de critères épistémologiques) mais idéologique, l'université joue un rôle défini dans la division sociale du travail.

Si l'on s'attache à la transformation de la fonction pédagogique de l'université (elle assure un rôle de plus en plus essentiel de formation professionnelle) on peut décrire des phénomènes analogues. Aux nécessités techniques, qui caractérisent un certain niveau de développement des forces productives, on répond par des solutions tendant à conserver à l'université sa fonction dans la division sociale du travail (domination d'une classe sur les autres).

L'augmentation massive du nombre des étudiants, les besoins de l'industrie et du secteur tertiaire en cadres moyens, la nécessité d'une masse de professeurs pour répondre aux exigences de l'expansion scolaire dans le secondaire, ont reposé le problème de l'orientation et de la sélection. Il s'agissait de distribuer la masse des étudiants dans les diverses branches d'un enseignement diversifié, en fonction des divers devenir professionnels et de leur évolution (chercheurs, professeurs, cadres moyens, etc). La réponse apportée à ce problème - à savoir un enseignement cloisonné en structures parallèles : I.U.T, facultés, grandes écoles - à deux résultats essentiels.

a - le problème de l'orientation est résolu dans le sens de la ségrégation sociale. Les nouvelles couches qui parviennent à l'université (classes moyennes et populaires) se répartiront dans les voies courtes (I.U.T., licence) faute de véritables structures d'orientation.

b - Ces voies courtes seront -dans le cas des I.U.T.- étroitement soumises aux exigences de la "profession", en fait du patronat qui pourra, par exemple,

- développer les divers I.U.T. en fonction des besoins en techniciens supérieurs dans telle ou telle branche.

- contrôler le nombre de techniciens supérieurs sortant chaque année des I.U.T.

On voit clairement comment les solutions apportées à la division technique du travail ont un contenu politique très précis. On ne peut donc, dans les solutions retenues par le pouvoir, séparer ce qui relève de la division technique de ce qui relève de la division sociale comme si l'objectif social (et politique) du pouvoir n'induisait pas les solutions techniques qu'il propose.

La fécondité de la distinction conceptuelle que nous avons faite n'en est pas moins évidente, car elle permet en même temps de reconnaître la réalité des problèmes auxquels la réforme Fouchet veut répondre et de contester les solutions apportées. Mais reconnaître la réalité des problèmes auxquels la réforme veut répondre n'est pas accepter les termes dans lesquels le pouvoir les pose. La manière de poser un problème implique déjà sa solution et donc implique un choix politique à cause de l'étroite imbrication qui unit dans la réalité sociale division technique et division sociale.

B- Eléments du système universitaire

Les divers éléments du système comme éléments d'un même système réagissent les uns sur les autres et entretiennent des rapports de causalité réciproque. Reprenant quelques lignes de Bourdieu et Passeron, nous dirons que l'université est un système « où les aptitudes des agents sont fonctionnellement liées entre elles, en même temps qu'elles entretiennent un rapport de prosalité réciproque avec les conditions matérielles et institutionnelles de l'enseignement » (Temps Modernes septembre 1965). Ces divers éléments sont :

a - l'institution universitaire nous entendons par là strictement les structures institutionnelles de l'université ;

b la pratique universitaire des étudiants et des professeurs et ce qui la conditionne, à savoir les conditions matérielles de cette pratique

c - la perception qu'ont les étudiants de cette pratique et de l'institution universitaire en général (ce que nous nommons "idéologie étudiante").

N..B.1 – Ce que nous disons – parlant du second élément - du système des conditions matérielles de la pratique universitaire des étudiants doit être éclairé par un exemple : un élève des classes préparatoires au grandes écoles, s'il est interne, subit un certain style de discipline qui est en relation directe avec le type de travail (secondaire prolongé) qu'il doit fournir pour préparer un concours.

N.B. 2 - Les deux derniers éléments nous semblent posséder une relative homogénéité à ce double niveau, les étudiants participent du système universitaire et par leur rapport à la culture, de la fonction qu'il remplit dans la division technique et sociale du travail.

Les autres déterminations qui pèsent sur le milieu -principalement origine sociale (Bourdieu et Passeron) mais aussi dépendance, conditions de logement, idéologie dominante, conjoncture politique- sont essentiellement hétérogènes et fluctuantes. Ceci explique le privilège à accorder aux problèmes universitaires, sans toutefois négliger les potentialités d'une prise de conscience au sein de l'idéologie étudiante en d'autres lieux que la pratique universitaire ; par exemple, tous les problèmes sociaux, de logement ou de campus, de coopération technique...

C- Autonomie de l'Université

Après avoir défini l'université comme un système, après en avoir montré le divers éléments et la fonction, il convient d'insister sûr ce que l'on a nommé "l'autonomie relative" de ce système. Nous avons voulu rejeter catégoriquement certaines erreurs dues à la méconnaissance systématique de l'autonomie des instances (économie état,

système universitaire) et de leur efficacité propre. Un exemple extrême en est fourni par des formules telles que "le Plan Fouchet est l'expression directe dans l'université du Vème plan"

Dire que l'université est un système relativement autonome c'est dire qu'il y a des conditions extérieures ou causes dont l'efficacité se produit sur elle (ce sont celles de la société, et bien sûr celles qui dans la société sont déterminantes en dernière instance), mais ces conditions n'agissent dans le système que réfléchies, reprises ou transformées selon des lois propres.

Une analyse du plan Fouchet va nous permettre de prolonger et d'illustrer ces quelques indications. L'université n'est pas un système clos : elle n'est pas imperméable à toute détermination extérieure mais par son insertion dans la formation sociale et comme tout autre élément de cette dernière elle subit en dernière instance le pouvoir déterminant de l'économie.

On a souvent dit que le Plan Fouchet visait à répondre à la crise d'une université inadaptée à l'économie. Une telle formule signale bien un problème réel, mais elle en rend compte de manière inadéquate. Ce retard de l'université est un bel exemple du décalage des instances. L'université assume une fonction définie dans la division technique et sociale du travail, mais selon son rythme propre. C'est dire que certains éléments du système universitaire peuvent correspondre à un niveau dépassé du développement des forces productives. C'est pourquoi l'université est aujourd'hui confrontée à des problèmes réels, auxquels dans sa structure actuelle elle ne peut apporter de solution adéquate. Donnons seulement 2 exemples de ces besoins :

- besoin de techniciens supérieurs pour l'industrie, apparition de nouvelles professions dans le secteur tertiaire.
- besoin de professeurs pour un enseignement secondaire en passe de devenir un enseignement de masse.

Le rattrapage de ce retard ne peut être réalisé par l'efficacité directe de l'économie, mais seulement par l'intervention d'une instance spécifique : l'Etat. Les exigences du patronat quant à la formation s'expriment par le moyen de cette instance autonome qu'est l'Etat. Et l'Etat, par souci d'économie, a préféré réduire cette formation à deux ans. Cette volonté d'économie caractériserait bien d'autres éléments de la réforme (formation des maîtres au moindre coût par exemple). Ici, certains choix budgétaires viennent en fait contrecarrer les solutions que les seuls intérêts du patronat imposeraient. Une juste analyse de la détermination du système universitaire par l'économie suppose la compréhension du rôle spécifique de l'autonomie et de l'efficacité propre d'une instance intermédiaire : l'Etat.

Cela fait, encore faut-il tenir compte d'une autre instance qui a son efficacité propre : le système universitaire lui-même. Certains aspects de la réforme ne s'expliquent ni en terme de "technocratisation de l'université" ni de "restrictions budgétaires". Il s'agit de tout ce que la réforme conserve au lieu de réformer. Ici, l'inertie propre du système, la résistance des privilégiés, les résidus fossilisés d'une longue histoire ont joué un rôle prépondérant en freinant l'efficacité propre de l'action de l'État, qui vise à rattraper le "retard" de l'université.

- Il n'y a pas eu de redéfinition sur critères épistémologiques de la division traditionnelle des facultés (Lettres, Sciences,...)
- En Lettres, sous le nom de maîtrise par années c'est souvent le vieux des certificats qui est maintenu : malgré des changements mineurs, c'est l'université libérale qui se perpétue.
- Le système des classes préparatoires et des grandes écoles a été maintenu tel quel, alors que, là comme ailleurs, la nécessité de réformes existe (cf. texte d'orientation de l'U.G.E)
- L'Agrégation demeure plus que jamais le couronnement de toute carrière universitaire digne de ce nom.
- La relation pédagogique et le malentendu qu'elle engendre restent inchangés.

.....

DEUXIEME PARTIE : L'INTERVENTION SYNDICALE

Cette analyse du système universitaire et des divers éléments qui le composent va nous permettre de délimiter le champ d'intervention du syndicat: l'étude de la fonction de l'Université débouche sur une définition de la finalité et des limites de notre lutte. Parallèlement, nous devons tenir compte de l'analyse du milieu pour déterminer la possibilité d'intervention spécifique en milieu étudiant et donc de déterminer positivement la spécificité de l'organisation syndicale.

A - Prise en considération de l'analyse de la fonction de l'université

Le but de notre intervention est la transformation démocratique système universitaire : l'action syndicale, en s'appuyant sur les exigences venant de la fonction de Université dans la fonction technique de travail, lutte contre tout ce qui fait de l'Université une Université de classes (division sociale du travail s'exerçant par l'intermédiaire du mode de recrutement, des modèles idéologiques véhiculés, du malentendu pédagogique). Le syndicat va donc combattre pour que l'Université dispense à tous ceux qui en sont capables un savoir épistémologiquement fondé et professionnellement utile. Ceci implique :

a - la démocratisation du recrutement. C'est dans le supérieur comme dans le secondaire un objectif fondamental du syndicat. , Elle implique non seulement des revendications matérielles, mais aussi des revendications portant sur les mécanismes de sélection et de ségrégation sociale internes au système. Elle est plus qu'un objectif "quantitatif" puisqu'elle implique une transformation des méthodes pédagogiques et des critères de sélection et par conséquent des structures universitaires.

b- fonction scientifique de l'Université : transformation du contenu du savoir transmis : il s'agit de lutter pour que le savoir transmis soit le moins idéologique et donc le plus scientifique possible. Cela peut amener à contester aussi bien le contenu donné à telle discipline que le statut (idéologique) de telle autre. D'autre part, nous revendiquons la mise en place d'un enseignement d'initiation systématique et progressif des principes théoriques et méthodologiques d'une discipline donnée, afin que l'étudiant puisse, au terme de ses études, maîtriser réellement un champ défini du savoir.

c- fonction pédagogique de l'Université : pour un savoir professionnellement utile. La fonction pédagogique de l'Université n'est plus la seule transmission du savoir, mais elle implique aujourd'hui une véritable formation professionnelle. Or, le système universitaire, à cause du rythme propre de son histoire, est actuellement inapte à remplir cette tâche.

La réforme Fouchet s'efforce de rattraper ces retards en adaptant l'Université à la nouvelle définition de sa fonction, mais sans remettre en cause la division sociale du travail. La lutte syndicale ne saurait avoir un sens strictement défensif (sauver la « fonction culturelle » de l'Université). Nous devons réclamer une véritable formation professionnelle. Mais une telle revendication est ambiguë puisque les divers devenir professionnels dans leurs définitions et leurs distributions relèvent non seulement de la division technique mais aussi de la division sociale. Aussi pour distinguer notre revendication de l'exigence techniciste du plan Fouchet, il faut réaffirmer qu'à côté des critères d'utilité professionnelle, le critère de scientificité du savoir transmis doit demeurer essentiel parce que la fonction scientifique de l'Université reste fondamentale et autonome.

Tous ces objectifs revendicatifs s'expriment en terme de structures. La démocratisation du recrutement implique la mise en place d'une structure d'orientation ; les exigences méthodologiques et épistémologiques impliquent une licence progressive diversifiée mais non cloisonnées... Est-ce à dire qu'il faille élaborer un contre-plan décrivant une réforme idéale de l'enseignement ? Sur ce point, nous faisons nôtre les critiques formulées dans la motion d'orientation générale du Congrès de Toulouse ; une réforme démocratique de l'Université ne pourra être réalisée qu'en liaison avec une réforme démocratique de l'enseignement primaire et secondaire et en liaison avec la transformation d'un certain nombre de conditions économiques et politiques : planification démocratique de l'emploi, socialisation de la formation professionnelle et de la recherche, etc...toutes conditions qui exigeraient une transformation radicale des finalités de l'économie. Il existe un seuil au-delà duquel une transformation du système universitaire exigerait une transformation corrélative dans les autres champs sociaux. Pour ne pas donner dans le corporatisme, l'U.N.E.F. doit donc poser le problème du préalable politique à toute transformation radicale de l'Université – elle ne peut le résoudre. Il faut donc à la fois reconnaître la positivité de l'action syndicale (possible grâce à l'autonomie relative du système) et ses limites politiques. L'action de l'U.N.E.F. ne peut donc rester autonome, elle ne peut être efficace que relayée par l'intervention des centrales ouvrières et des divers partis politiques. Nous reviendrons plus tard sur ce point.

II – Prise en considération de l'analyse du milieu étudiant

Dans l'analyse du milieu étudiant, nous avons pu noter l'hétérogénéité de ce milieu auquel on ne peut donner le nom de classe sociale étant donné qu'il n'entretient pas avec l'ensemble de la société des rapports de production, mais seulement de consommation.

Néanmoins, une homogénéisation relative de ce milieu s'effectue par la pratique universitaire des étudiants; et la perception idéologique de cette pratique. A ce niveau nous pouvons dénoncer les rapports mystifiés qu'entretient l'étudiant avec le système universitaire : rapport à la culture, idéologie du don personnel, malentendu pédagogique. D'autre part même dans sa pratique extra universitaire, l'étudiant est soumis à un conditionnement idéologique en particulier par la diffusion en milieu étudiant de l'idéologie dominante dans notre société et des modèles idéologiques (libéralisme, droit de l'homme, etc....) qu'elle véhicule. Certains aspects socio culturels peuvent venir encore renforcer ce conditionnement : "campus éloigné des centres urbains, non mixité des cités, etc...

Pour combattre cela et permettre à l'étudiant d'effectuer une prise de conscience politique, plusieurs modèles syndicaux ont été proposés :

a - la pratique du dévoilement

Laissons la parole aux intéressés : "on aurait tort de croire que significations politiques d'une revendication corporative puissent se dévoiler progressivement : elles ne se dévoileront que si elles sont posées d'emblée à tous les niveaux, en termes de classes et de contradictions fondamentales. Les revendications concernant le statut de l'étudiant, la réforme de l'enseignement et celle contre la technocratisation de l'Université sont profondément justes si elles sont situées en termes de classes et au sein des contradictions générales de la société: sinon, elles ne seront reprises (si elles le sont) par le milieu que dans la mesure où elles sont conformes à l'image qu'il a de lui, c'est-à-dire de faces mystifiées conduisant à des aberrations politiques ou au corporatisme le plus plat". (Griset et Kravetz dans les Temps Modernes, N° 227 avril 1965 P. 1902). Il s'agit donc de dévoiler au milieu les conditionnements qui pèsent sur lui et de lui en révéler la signification objective. Une telle pratique pose d'emblée à l'adhérent le problème d'un choix politique qu'il n'est pas prêt à assumer. D'autre part, cette pratique dévoilante implique une lutte contre les conditionnements idéologiques du milieu. Or le syndicat n'est pas armé pour une telle lutte, Cette pratique aboutit à la minorisation du syndicat, à la rupture entre la base et l'appareil

Une telle conception suppose une homogénéité du milieu étudiant et des modèles idéologiques prégnants dans ce milieu, Or nous avons montré que ce milieu étudiant était foncièrement hétérogène.

N.B. 1 La revendication du statut de l'étudiant est en fait liée au projet stratégique majoritaire. La F.G.E.L. part d'une critique de l'intervention en direction de l'institution universitaire telle qu'elle est défendue par les minoritaires. Pour la F.G.E.L. les luttes structurelles partielles risquent de prendre un sens réformiste (intégration par le pouvoir si elles ne sont pas insérées dans des luttes intersyndicales d'ensemble, en direction de réformes de structures à sens nettement politique (qui contestent le régime capitaliste). Or, des luttes intersyndicales sur de tels mots d'ordre ne sont actuellement pas possibles. D'autre part, elles risquent toujours d'être dénaturées par le milieu et partant par le syndicat en tant qu'il est une expression du milieu –d'où ces déviations corporatistes.

Pour les majoritaires, seule une intervention qui vise à modifier le statut de la société capitaliste fait à l'étudiant en dévoilant à ce dernier le sens objectif (en terme de classes) de sa condition peut permettre de donner aux luttes syndicales un sens explicitement politique. Cette conception outre qu'elle veut faire jouer au syndicat un rôle directement révolutionnaire, ce qui à notre avis est du ressort d'une organisation politique, implique une lutte idéologique dont le syndicat n'a pas les moyens : en effet, une telle lutte suppose la possession de principes théoriques scientifiques qui viennent à tous moments soutenir et corriger le combat mené sur le terrain même de l'idéologie. Or l'organisation syndicale, vu le pluralisme idéologique de fait qui y règne, ne peut élaborer ni faire appliquer des principes théoriques cohérents. La lutte idéologique manquant alors de ce soutien nécessaire rentre dans le cercle vicieux de l'idéologie. Ainsi en est-il arrivé à la F.G.E.L. où certains mots d'ordre concernant les rapports pédagogiques loin de dénoncer la mystification de ces rapports rentraient dans le jeu des complicités réciproques ou les récriminations des deux partenaires à l'égard l'un de l'autre permettent par leur compensation symbolique de perpétuer en fait le système. Loin de se situer en dehors du système pour le contester radicalement, ces mots d'ordre en faisant partie intégrante et en assurant le bon fonctionnement. La revendication sur le statut étudiant n'a aucun fondement objectif mais regroupe des revendications fort hétérogènes dont certains sont par ailleurs très légitimes (par exemple l'allocation d'études sur critère universitaire est fondée objectivement parce qu'elle est la condition matérielle de la pratique intellectuelle des étudiants.

b- La pédagogie des minoritaires

C'est de ce constat d'échec que partent les minoritaires avec leur séduisante idée d'une pédagogie progressive visant à diminuer la distorsion entre les adhérents et leurs dirigeants, le point de départ est juste : « notre démarche syndicale » écrit Besnier

« doit être celle d'un syndicat de masse. C'est dire que nous ne devons pas poser de préalable politique, mais partir des problèmes immédiatement vécus (désignation d'une position syndicale face aux tentatives de technocratisation, Cartel des E.N.S. janvier 65). Mais pour faire le lien entre les « problèmes immédiatement vécus par les étudiants » et la visée stratégique finale, il faut une intervention politique des militants au cours de l'A.U.B. » des luttes structurelles partielles et de l'action revendicative. Cela suppose qu'une gigantesque entreprise de formation politique puisse être organisée d'une manière suivie auprès des militants –ce qui est impossible, vu la difficulté d'imposer un choix stratégique au niveau national et le renouvellement très rapide des cadres syndicaux. Quant à l'élévation du niveau de conscience, il est bien évident qu'elle ne peut être ni progressive, ni continue. Songeons que près d'un quart de la population étudiante se renouvelle chaque année. Aussi à cause du caractère utopique de la pédagogie qu'ils préconisent, les minoritaires aboutissent à la même rupture entre les dirigeants (à visée stratégique) et la base (à motivation corporatiste).

En fait la pédagogie syndicale n'aboutira pas pour tout le milieu, ou même pour tous les adhérents à une élévation progressive, continue du niveau de conscience. De part les conditionnements qui pèsent sur le milieu, le syndicat a un rôle d'éveil politique. Certains adhérents en resteront à une perception corporatiste de leurs problèmes. Chez d'autres, certaines exigences politiques fondées de manière encore idéologique se feront jour. D'autres enfin – une minorité- accéderont à une claire prise de conscience politique. Le syndicat ne peut se contenter d'organiser cette minorité, cela n'est pas son rôle propre, mais celui d'organisations politiques dont l'existence est nécessaire en milieu étudiant et dont l'action au sein du syndicat peut permettre de parer aux inévitables déviations corporatistes.

Mais il faut souligner que cette prise de conscience politique d'une minorité d'étudiants ne serait possible si des possibilités de prise de conscience n'existaient pas pour la masse des étudiants et ceci de par le caractère potentiellement contradictoire de la pratique universitaire des étudiants. (Certes le savoir transmis est en partie idéologique mais pour remplir sa fonction technique, l'université doit en même temps assurer un réveil de l'esprit scientifique et critique et donc donner le moyen à l'étudiant d'opérer une critique de l'idéologie véhiculée dans l'enseignement.

De même, ceci nous montre que les potentialités d'une prise de conscience peuvent exister en d'autre lieu que la pratique universitaire au sein de l'idéologie du milieu étudiant, dans la mesure où les déterminations objectives du milieu ne se réduisent pas à celles de sa pratique universitaire. La question concerne l'analyse concrète d'une conjoncture politique, c'est-à-dire que dans certains cas particuliers, une contradiction qui se situe en dehors du champ de la pratique universitaire peut à travers l'idéologie du milieu, devenir principale : telles sont en particulier les contradictions qui peuvent exister au sein même de la société et que la pratique idéologique du milieu peut amplifier selon ses lois propres jusqu'à les rendre principales (c'est le cas par exemple des questions internationales : Algérie, Viet-Nam).

C- Syndicalisme étudiant et politique

Aux potentialités d'une prise de conscience politique par les militants renvoie la possibilité d'une certaine transformation du système universitaire.

Le rôle spécifique du syndicat étudiant, est de lutter pour l'obtention d'objectifs partiels allant dans le sens de la démocratisation de l'université. Et deux raisons établissent la possibilité d'une telle lutte qui ne butte pas immédiatement sur le préalable politique :

- l'université est une instance spécifique qui, pour remplir sa tâche propre dans la division technique et sociale du travail, se constitue en système relativement autonome

- à l'intérieur du système, divers éléments peuvent être distingués qui certes entretiennent des rapports de causalités réciproques : le syndicat peut présenter à propos de chacun d'eux, des revendications spécifiques même si l'intervention dans un champ donné (soit l'institution universitaire, soit la pratique universitaire des étudiants) implique une intervention corrélative dans les autres champs du système.

La spécificité de l'intervention syndicale est dans la revendication d'objectifs partiels qui assurent une transformation limitée du système universitaire et qui sont pédagogiques à l'égard du milieu, en ce sens qu'ils favorisent la prise de conscience politique du rôle de l'université dans la division technique et sociale du travail. Ainsi un objectif syndical réaliste n'est pas tant celui qui doit être accepté par le pouvoir et démocratiser en partie l'université que celui qui fait prendre conscience aux étudiants de notre dénonciation politique de l'université actuelle et de nos exigences (par exemple en matière d'orientation – sélection, le cycle d'orientation universitaire). C'est pourquoi, n'importe quel mot d'ordre n'est pas apte à remplir ce rôle.

Demander l'amélioration du système des bourses est ainsi un mot d'ordre acceptable car à partir de celui-ci on ne peut permettre au milieu d'opérer une critique radicale du système des bourses et de comprendre le fondement de la revendication, de l'allocation d'études. De même revendiquer sur les équivalences lors de la période transitoire qui va marquer l'introduction du plan Fouchet ne permet absolument pas de faire comprendre à l'étudiant le fondement politique de notre dénonciation de la réforme.

Les limites politiques de l'intervention syndicale dans les revendications que le syndicat peut proposer nous oblige à affirmer la nécessité d'un relais politique à l'action de l'U.N.E.F. (seule une minorité de militants syndicaux accéderont à une claire prise de conscience politique). Un parti politique on effet, est seul apte à donner une formation politique cohérente en fonction de principes théoriques cohérents ce que ne peut faire l'U.N.E.F, organisation de masse où règne un pluralisme idéologique de fait. De plus, il y a impossibilité pour des étudiants seuls d'élaborer une visée stratégique impliquant des analyses et des choix concernant l'ensemble du système socio-économique. Seule une organisation politique où les étudiants se retrouvent aux côtés de représentants d'autres catégories professionnelles en est capable. Le syndicat et le parti ont un rôle spécifique et en aucun cas l'U.N.E.F ne saurait jouer un rôle de suppléance à l'égard des organisations politiques ou syndicales.

Dans la manière de concevoir ce relais intersyndical ou politique, il tant se garder de deux erreurs opposées. Dans l'une, que l'on peut qualifier d'opportunisme, on méconnaît la réalité des divergences qui peuvent exister et sans chercher à proposer les analyses et les revendications de l'U.N.E.F., on se contente de s'intégrer comme force d'appoint.

Dans l'autre, que l'on peut qualifier de gauchisme, on attribue aux autres forces la responsabilité des divergences, on se satisfait de condamnations catégoriques des « visées stratégiques des forces démocratiques » et d'oppositions schématiques entre la problématique des forces démocratiques et celles de l'U.N.E.F. On passe ainsi d'un suivisme, pur et simple à un refus de toute collaboration.

Pour qu'une collaboration soit à la fois passible et fructueuse, un certain nombre de conditions doivent être remplies :

a – que l'U.N.E.F avance des mots d'ordre justes.

Des mots d'ordre aventuristes affirmant une égalité entre professeurs et étudiants dans le rapport pédagogique sont inacceptables par les syndicats de professeurs et non seulement font échouer la négociation sur ce point mais aussi diminuent la confiance des syndicats enseignants envers l'U.N.E.F., ce qui aurait des répercussions fâcheuses sur les possibilités d'inter syndicalisme même sur d'autres points.

